



**HAL**  
open science

# Lusitanité et lusophonie. Considérations conceptuelles sur des réalités sociales et politique

Michel Cahen

► **To cite this version:**

Michel Cahen. Lusitanité et lusophonie. Considérations conceptuelles sur des réalités sociales et politique. Ana-Maria Binet. Ana-Maria Binet (ed.), Mythes et mémoire collective dans la culture lusophone, 78, Presses universitaires de Bordeaux, pp.127-146, 2007, 2-903440-78-7. halshs-04177616

**HAL Id: halshs-04177616**

**<https://shs.hal.science/halshs-04177616>**

Submitted on 5 Aug 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Lusitanité et lusophonie

## Considérations conceptuelles sur des réalités sociales et politiques

Les lignes qui suivent sont celles d'un historien et non d'un spécialiste des littératures\*. Rien d'étonnant, par conséquent à ce que, livrant sa contribution au sein d'une étude sur la « culture lusophone », il commence par écrire que... cela n'existe pas. Non point qu'il n'y ait des cultures que l'on peut qualifier de lusophones puisqu'elles s'expriment en langue portugaise, mais le fait qu'elles s'expriment en langue portugaise ne fait pas d'elles des « sœurs », si ce n'est des jumelles, du simple fait qu'elles utilisent la même langue. De plus, le fait qu'elles utilisent la langue portugaise en fait-il des phénomènes lusophones ? Les Portugais sont-ils lusophones ? Les Français sont-ils francophones ?

Ces lignes ont donc pour objectif de déconstruire, mais on y cherchera à déconstruire jusqu'au bout, jusqu'à déconstruire partiellement la déconstruction elle-même. Ainsi se justifiera, *in fine*, leur présence dans ce recueil.

Le 17 juillet 1996 était « institutionnalisée », à Lisbonne, une nouvelle organisation interétatique, la Communauté des Pays de langue portugaise (CPLP). Il ne s'est pas agi d'une simple réunion technique entre gouvernants d'États dont la langue officielle était le portugais, mais d'une initiative de lourde teneur idéologique. Du reste, c'est aussi pour cela que le processus fut si long, si morose, et faillit échouer. On ne peut ici entrer dans les détails<sup>1</sup>, mais il faut examiner ne serait-ce que le sens des lettres C, P, L et P. En effet, cette nouvelle organisation ne s'est pas appelée *organisation* comme on a l'ONU, l'OUA, l'Organisation des États latino-américains, etc., mais *communauté* ; elle ne s'est pas appelée organisation des *États*, mais des *Pays* (et un projet initial proposait « Peuples ») ; et elle n'a pas signalé qu'elle regroupait les pays de langue *officielle* portugaise – ce qui est, *a minima*, vrai pour les sept États fondateurs et le huitième, Timor oriental qui les a rejoints en

---

\* Cet article est la version écrite d'une communication au colloques « Mythes et mémoire collective dans la culture lusophone », organisé le LAPRIL (laboratoire pluridisciplinaire sur l'imaginaire appliqué à la littérature), les 9 et 10 mars 2005 à l'Université Michel de Montaigne Bordeaux 3

<sup>1</sup> Se reporter en particulier à Yves LEONARD, « La "Communauté des pays de langue portugaise", ou l'hypothétique lusophonie politique », *Lusotopie* (Paris, Karthala), 1995 : 9-16 ; Yves LEONARD, « La lusophonie dans le monde », *Problèmes politiques et sociaux* (Paris, La Documentation française), n° spécial, n° 803, 1998, 84 p. ; Michel CAHEN, « Des caravelles pour le futur ? Discours politique et idéologie dans l' "institutionnalisation" de la Communauté des pays de langue portugaise », in « Lusotropicalisme » [dossier], *Lusotopie*, 1997 : 391-435.

2000 –, mais les pays *de langue portugaise*, comme si le portugais était la langue des Mozambicains, des Angolais et, aujourd’hui, des Timoriens. Enfin, ne fut pas annoncée la création de la CPLP mais son institutionnalisation, avec des discours enflammés de dirigeants portugais et brésiliens (mais point africains) sur le fait que la « communauté » existait, en fait, depuis « toujours » en raison de « siècles de liens fraternels » et que l’acte du 17 juillet 1996 n’était que sa mise en forme. Ce discours était évidemment inacceptable pour les Africains et, en contraste frappant avec le Portugal, n’intéressa qu’une partie minime de l’intelligentsia brésilienne.

De ce fait, le débat, en Afrique, sur la CPLP, devint un débat sur le rapport à la langue du colonisateur, sur le rapport à l’ancien colonisateur lui-même, mais aussi et surtout un débat intra-africain sur les *milieux sociaux africains* produits par la colonisation. Immanquablement, les milieux créoles furent accusés par les courants « originaires » (comprendons, « noirs », voire adeptes de l’« authenticité ») de n’être pas vraiment africains car insérés dans la culture de la CPLP<sup>2</sup>. Le débat autour de l’adhésion à la CPLP y fut un débat autour d’enjeux internes de pouvoir entre groupes sociaux de trajectoires historiques différentes. Pour autant, le Portugal y occupait toujours la place de l’accusé, alors que le Brésil qui produisait *grosso modo* le même genre de discours officiel était épargné<sup>3</sup>. Cette attitude différenciée des PALOP<sup>4</sup> envers les discours portugais et brésilien exprimait évidemment la rancœur envers le colonisateur le plus récent, et une certaine solidarité Sud-Sud envers cette autre ancienne « colonie » du Portugal. Ce faisant, cette solidarité faisait une impasse gigantesque face aux natures totalement différentes des colonisations : en Afrique, il s’agissait bien de sociétés africaines envahies, exploitées, opprimées, partiellement acculturées par le colonisateur, mais de *sociétés africaines maintenues* ; au Brésil, il s’agissait – marges indiennes exceptées – d’une société coloniale ayant acquis son indépendance sans décolonisation<sup>5</sup>, d’une *société maintenue en tant que colonie*<sup>6</sup>.

De ce fait, le Brésil pouvait communier avec le Portugal dans ses discours lusotropicalistes sur les « origines communes », tandis que les Africains rejetaient fortement ce discours en en accusant seulement le Portugal. On le voit, la lusophonie est un concept éminemment politique et idéologique.

## Lusitanité, lusophonie, empire

---

<sup>2</sup> ... et cela, même si c’était bien plus compliqué dans la réalité, certains milieux créoles étant très anti-portugais ! Cf. M. CAHEN, « Que faire du Portugal quand on est africain ? », in « Le Portugal et l’Atlantique », *Arquivos do Centro cultural Calouste Gulbenkian* (Paris-Lisbonne), XLII, déc. 2001, : 53-70. Sur l’histoire des milieux créoles en Angola, voir surtout Christine MESSIANT, 1961. *L’Angola colonial, histoire et société. Les prémisses du mouvement nationaliste*, Bâle, P. Schlettwein Publishing, 2006, 443 p.

<sup>3</sup> Sur l’imaginaire brésilien en Angola, voir Juliana Marçano SANTIL, « *Ce métis qui nous trouble* ». *Les représentations du Brésil dans l’imaginaire politique angolais : l’empreinte de la colonialité sur le savoir*, thèse de doctorat en Science politique, Université Montesquieu Bordeaux 4, 2006, 479 p. multigr.

<sup>4</sup> PALOP : Pays africains de langue officielle portugaise.

<sup>5</sup> Le « grito do Ipiranga » en est emblématique : un indigène ne dit pas « Fico », car l’idée de partir ne lui vient même pas, ne serait-ce que pour la refuser.

<sup>6</sup> La colonisation provoque des phénomènes de sociétés entières (et non seulement de classes) et il n’y a rien de « choquant » à constater de la sorte que même les esclaves noirs du Brésil font partie du monde du colonisateur portugais et non du colonisé indigène ; ils sont la *classe* la plus exploitée de la colonisation, mais *au sein* de la colonisation, et non point en tant que société étrangère envahie par le colonisateur. Cela explique aussi qu’il y ait eu assez peu de révoltes conjointes Indiens-Noirs. Les Brésiliens d’aujourd’hui ne sont pas des descendants de colonisés, mais de colonisateurs. Il n’en est évidemment rien pour les Africains, sauf une partie de la petite minorité d’entre eux liés aux créolités – ce qui n’enlève rien à leur africanité.

Il est classique de constater que nombre de concepts coloniaux ont parfaitement survécu à la décolonisation, dans la mesure où ce qui était condamné avec le salazarisme était bien plus son *colonialisme*, comme politique, que la *colonisation*, comme œuvre.

### *Un imaginaire colonial vivace*

L'imaginaire portugais n'a été que très partiellement décolonisé. Il n'est pas rare d'entendre, dans le parler populaire d'aujourd'hui, des expressions du genre « *a África nossa* » (notre Afrique). Beaucoup de Portugais, et parmi eux nombre d'universitaires, emploient souvent l'expression « Pays africains d'expression portugaise », sans sembler remarquer que ces pays africains se sont eux-mêmes désignés de PALOP, désignation « neutre » et bien différente puisqu'elle affirme que l'on peut parfaitement utiliser la langue portugaise sans que l'expression ne soit portugaise : l'expression est africaine<sup>7</sup>. En France, la situation est la même, avec la bien mal nommée « Afrique d'expression française », pourtant mieux acceptée grâce à la caution senghorienne.

Pour ne prendre que des exemples récents, on a vu cette persistance des mythes lusotropicalistes avec l'Exposition universelle de 1998 à Lisbonne. L'objectif politique de l'« Expo'98 » était pourtant, pour le gouvernement portugais, tout à fait intéressant : douze petites années après son intégration à l'Union européenne, faire venir dans la capitale des millions de touristes, européens et d'ailleurs, pour montrer que le Portugal était bel et bien devenu une nation moderne d'Europe qui avait autre chose à offrir que la *saudade*<sup>8</sup>, le *fado*<sup>9</sup>, la poésie, Fátima<sup>10</sup> et les caravelles. Pourtant, le message en fut vite brouillé par le choix du thème des « océans » qui, même s'il pouvait être (et fut aussi) conjugué de manière moderne (développement durable, préservation de la planète, etc.) entraîna immédiatement et immanquablement à Lisbonne une puissante résurgence de « caravélisme » : le toit du grand hall de l'Expo symbolisant une voile (une belle prouesse technique, du reste), le nouveau pont sur le Tage (Vasco da Gama), la nouvelle gare (Orient), les lampadaires et pavés des trottoirs dessinant des caravelles<sup>11</sup>, etc. – sans parler de l'existence concomitante de la « Commission nationale de commémoration des découvertes portugaises » et de polémiques anti-espagnoles relatives à la place jugée encombrante du voisin ibérique accusé de nuire une fois de plus à l'expression de l'exceptionnalité du Portugal. Pourtant, le commissariat de l'Expo eut la prudence intelligente de ne pas inclure un pavillon spécialement dédiées aux Découvertes, ce qui lui valut les reproches amers d'une partie de l'intelligentsia.

Mais personne, pas même à l'extrême-gauche, ne s'aperçut qu'un pavillon manquait à cette Expo : celui de l'esclavage et de la traite servile. Or, si une Exposition universelle à Lisbonne pouvait fort bien se passer d'un pavillon sur les

---

<sup>7</sup> Sur le nationalisme paradoxal de fronts anticoloniaux ayant fait pour la langue portugaise plus que le colonisateur en « cinq siècles », cf. M. CAHEN, « L'Afrique "lusophone" : approche socio-linguistique », in M. CAHEN (ed.), *Pays lusophones d'Afrique. Sources d'information pour le développement. Angola, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Mozambique, São Tomé e Príncipe*, Paris, Ibiscus, janvier 2001, 224 p. : 21-29.

<sup>8</sup> Douceur (voire plaisir) de nostalgie

<sup>9</sup> Musique populaire d'origine probablement servile.

<sup>10</sup> Lieu de grand pèlerinages en souvenir des apparitions antibolcheviques de la Vierge en 1917.

<sup>11</sup> Judith MANYA, « La vie quotidienne à Lisbonne au temps de l'Expo'98 », *Lusotopie*, 1998 : 633-637.

Découvertes, elle n'aurait pas dû pouvoir, en fonction de l'objectif politique tracé par le gouvernement, ignorer la question de la traite, ne serait-ce que pour modifier l'image que les Africains se font du Portugal moderne<sup>12</sup>.

### *África nossa, Ásia nossa*

L'imaginaire colonial ne persiste pas seulement dans les couches populaires, mais on le discerne tout autant, quoique différemment, parmi les gouvernants, de droite comme de gauche. Cela apparaît spectaculairement dans la politique portugaise envers l'Angola. Tous les gouvernements successifs – à la demi exception de certaines phases de la présidence de Mário Soares – ont, en pratique, soutenu quasi-inconditionnellement le régime politique du MPLA<sup>13</sup>, sous couvert du fait que l'Angola était « très important pour le Portugal ». Il est tout à fait logique que l'Afrique d'ancienne colonisation lusitanienne soit un sujet d'intérêt pour le Portugal, mais cette « importance » n'impliquait pas nécessairement le soutien exclusif à un seul des camps en présence (celui du MPLA contre celui de l'Unita<sup>14</sup>) et à l'abandon de la société civile angolaise (églises, ONGs) dans ses efforts pour parvenir à une solution négociée de la guerre civile. Cette équation « MPLA = Angola » est venue de loin, depuis l'époque du MFA<sup>15</sup> qui avait ouvertement aidé le MPLA à expulser les deux autres fronts (FNLA<sup>16</sup> et Unita) de Luanda. Il s'agissait évidemment d'une proximité politique, de gauche, mais sans doute bien plus d'une proximité culturelle et linguistique : les militaires portugais du MFA découvraient avec ravissement que les dirigeants du MPLA étaient « comme eux » – ayant le portugais comme langue maternelle, ayant suivi des études comparables, rompus au monde de la ville, hostiles aux ethnicités africaines, tiers-mondistes, etc. Le MPLA n'était pas ressenti comme relevant d'un monde « étranger » par le MFA, à la différence du FNLA et de l'Unita avec leurs discours sur l'« authenticité africaine ». Malgré les grandes tensions de la proclamation unilatérale de l'indépendance par le seul MPLA le 11 novembre 1975, Lisbonne reconnut ainsi assez vite son gouvernement le 23 février 1976 – mais même ainsi elle ne fut que le 82<sup>e</sup> État à le faire, ce qui aiguisa le mépris du gouvernement du MPLA. En effet, si l'Angola est « très important pour le Portugal », le Portugal n'a *jamais été très important pour l'Angola...* Le gouvernement angolais a toujours été d'une rigidité considérable, souvent méprisante, envers le Portugal, malgré les concessions chaque fois plus grandes de ce dernier<sup>17</sup>. Mais le

---

<sup>12</sup> Cf. M. CAHEN, « L'Expo'98, le nationalisme et nous », *Lusotopie*, 1998 : 11-19.

<sup>13</sup> MPLA, Mouvement populaire de libération de l'Angola, l'un des fronts anticolonialistes angolais, et qui a pris le pouvoir en 1975 sous régime de parti unique, puis, à partir de 1991 de parti ultra-hégémonique et de corruption endémique.

<sup>14</sup> Unita, Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola, groupe anticolonialiste qui a survécu à la contre-offensive du MPLA et des troupes cubaines en 1975-76 et est devenu le principal opposant armé au régime, avec le soutien, au départ, de la Chine maoïste, puis de l'Afrique du Sud « blanche ». Depuis sa défaite militaire de janvier 2002 et les Accords de Luena, l'Unita est devenu un parti politique légal.

<sup>15</sup> MFA, Mouvement des Forces armées (ex-Mouvement des Capitaines), auteur du coup d'État qui enclencha la Révolution des Œillets le 25 avril 1974.

<sup>16</sup> FNLA, Front national de libération de l'Angola, le plus ancien front anticolonialiste angolais, auteur de la grande révolte de 1961, soutenu ensuite par le régime de Mobutu au Zaïre, puis par les États-Unis d'Amérique. Le FNLA n'a cependant pas survécu à la contre-offensive du MPLA et des troupes cubaines et subsiste, aujourd'hui, comme un petit parti d'opposition civile.

<sup>17</sup> C. MESSIANT, « Angola, entre guerre et paix », in R. MARCHAL & C. MESSIANT, *Les chemins de la guerre et de la paix : fins de conflits en Afrique orientale et australe*, Karthala, 1997 :157-208 ; C. MESSIANT, « Angola 1974-1999. De la guerre d'indépendance à la guerre civile et régionale », in M.H. Araujo CARREIRA (éd.), *De la Révolution des œillets*

Portugal voulait « coller » à l'Angola, la perle de l'empire, ce qu'il ne fit jamais à la même hauteur, pour le Mozambique ou la Guinée-Bissau.

Un autre domaine où se mesure la persistance de l'imaginaire colonial est la méfiance envers l'activisme culturel français dans les PALOP. La France avait en effet, dès 1975, inclus les PALOP dans les pays africains relevant de son – alors existant – ministère de la Coopération<sup>18</sup>, alors que, habituellement, seules les anciennes colonies françaises y étaient incluses. Paris signifiait ainsi clairement qu'il voulait « annexer » les anciennes colonies portugaises au « pays du champ » francophone, le tout agrémenté de discours aussi grandiloquents qu'abstraites sur la nécessaire solidarité entre pays « latinophones ». Par ailleurs, les moyens matériels dont disposa la France pour ériger les merveilleux centres culturels de Maputo et Luanda, et l'activisme de celui, plus modeste, de Bissau, suscitèrent inquiétude et jalousie. Pourtant, le « danger français » est largement virtuel. Si une langue menace le portugais au Mozambique, c'est l'anglais ; et en Guinée-Bissau, l'avancée inéluctable du français en raison du contexte géopolitique et de l'adhésion du pays à la francophonie, ne signifie pas mécaniquement le recul du portugais. Cette dernière langue est en effet fondatrice de la Guinée-Bissau, le français n'étant qu'un instrument parmi d'autres. Et ce n'est pas le centre culturel portugais qui fut brûlé par la foule lors de la guerre de 1998, mais le français ! Le problème relève donc largement de l'imaginaire : quelque part, l'activité culturelle de la France, est toujours restée considérée comme quelque peu « envahissante » dans une Afrique qui n'est pas celle de Paris mais de... Lisbonne.

Un troisième exemple que l'on prendra est la formidable mobilisation de la nation portugaise en solidarité avec le peuple timorien, lors des massacres des milices indonésiennes suite au référendum du 30 août 1999. Ce mouvement extraordinaire (largement passé inaperçu et, pour tout dire, *incompréhensible*, à l'étranger) a été le produit d'une unification de la nation portugaise grâce à la conjonction exceptionnelle de trois tendances historiques distinctes, voire opposées. Tout d'abord, ce fut la tradition national(ist)e portugaise qui fut interpellée par les massacres indonésiens, rappelant la honte du 7 décembre 1975, quand les troupes portugaises s'étaient retirées sans combattre face à l'offensive militaire de Djakarta<sup>19</sup>. Deuxièmement, ce fut la tradition anticolonialiste (souvent chrétienne) portugaise : le peuple portugais était solidaire de cette fin de décolonisation dans son ancien empire. Troisièmement et enfin, ce fut à l'inverse la tradition impériale et coloniale portugaise : un territoire « portugais » d'Asie était envahi ! Il fallait aider les Timoriens, de surcroît catholiques, qui, depuis des années « *à noite, rezavam às escondidas em português* » (qui, la nuit, priaient en cachette en portugais). Au sein de la

---

au III<sup>e</sup> millénaire. *Portugal et Afrique lusophone : 25 ans d'évolution(s)*, Paris, Éd. Université Paris 8, 2000 : 197-223 (Travaux et documents) ; C. MESSIANT, « Bicesse, Lusaka : à quoi a servi la "communauté internationale" ? », in CONCILIATION RESOURCES. *Guerres et processus de paix en Angola*, Londres, 2004 ; M. CAHEN, « Que faire du Portugal quand on est africain ? », *op. cit.*

<sup>18</sup> Le ministère français de la Coopération a été aujourd'hui intégré au sein du ministère des Affaires étrangères. Les traditions des deux ministères étaient très différentes, le premier étant « peuplé » d'anciens de la coloniale, et le second de diplomates.

<sup>19</sup> L'unanimité portugaise en 1999 ne signifie pas, cependant, qu'en 1975 le Portugal ait été unanime à défendre l'indépendance de Timor. Le général Costa Gomes, par exemple, avait toujours imaginé que Timor devait revenir à l'Indonésie, tout Goa était revenu à l'Inde à la fin 1961.

contradiction historique entre le colonisateur et le colonisé<sup>20</sup>, l'Indonésie avait surgi comme *une étrangère au sein du « conflit habituel » entre les deux partenaires traditionnels*, perpétrant une agression contre l'*identité du conflit*, permettant ainsi la réunification symbolique des ennemis d'hier contre l'intrus<sup>21</sup>. Ainsi, du Parti populaire<sup>22</sup> au Bloc de gauche<sup>23</sup>, la *totalité* de la nation portugaise fut prise d'un élan considérable.

Au même moment, la troisième guerre civile angolaise faisait environ 800 000 victimes, plus de vingt fois plus qu'à Timor. Personne (à quelques exceptions près de rares journalistes du *Público*) ne s'en est ému, en tout cas pas au point de développer un mouvement de solidarité de masse. C'est que, sur l'Angola, la nation portugaise était *divisée*, et ne pouvait ainsi se parler à elle-même comme dans le cas timorien. Elle ne pouvait pas vraiment faire rentrer l'« Angola » dans l'imaginaire national portugais, alors qu'elle n'avait aucune difficulté à le faire pour Timor.

Enfin, il faut évoquer l'us et l'abus de belles expressions (voire de titres d'ouvrages) de grands écrivains, souvent sorties de leur contexte. Si *O mundo que o português criou* (« Le monde que le Portugais a créé »<sup>24</sup>) est sans équivoque fondateur du lusotropicalisme brésilien, plus généralement typique de l'idéologie des « Découvertes » (relative à des mondes « créés » et « inventés » par le colonisateur, de par la négation de l'existence même des sociétés conquises), si on peut en dire de même d'expression qui ont encore cours comme « *Portugal deu novos mundos ao mundo* » (« Le Portugal a donné de nouveaux mondes au monde »), qu'en est-il de la très fameuse déclaration de Fernando Pessoa, « *Minha pátria é a língua portuguesa* » (« Ma patrie est la langue portugaise ») dont le sens est presque totalement inversé dans son (ab)us actuel ? Il vaut la peine de citer le passage presque entier :

« Não tenho sentimento nenhum político ou social. Tenho, porém, num sentido, um alto sentimento patriótico. *Minha pátria é a língua portuguesa*. Nada me pesaria que invadissem ou tomassem Portugal, desde que não me incomodassem pessoalmente. Mas odeio, com ódio verdadeiro, com o único ódio que sinto, não quem escreve mal português, não quem não sabe sintaxe, não quem escreve em ortografia simplificada, mas a página mal escrita, como pessoa própria, a sintaxe errada, como gente em que se bata, a ortografia sem ípsilon, como o escarro directo que me enoja independentemente de quem o cuspiisse. »<sup>25</sup>

Ainsi la déclaration d'amour de l'écrivain à sa langue, qui indique qu'il vit dans et pour la langue, de manière totalement déconnectée d'un territoire ou d'une

---

<sup>20</sup> Il ne faut pas oublier la très difficile et meurtrière conquête de Timor oriental par les Portugais (cf. René PELISSIER, *Timor en guerre. Le Crocodile et Les Portugais (1847-1913)*, Orgeval, 2000, 368 p.) et la répression contre la révolte de 1959.

<sup>21</sup> M. CAHEN, « Loro Sa'e, "soleil levant" archaïsant ou signe de modernité à l'ère de la modernisation ? », *Lusotopie* 2001, mars 2002 : 129.

<sup>22</sup> Parti de la droite portugaise.

<sup>23</sup> Coalition de petites formations d'extrême-gauche.

<sup>24</sup> Gilberto FREYRE, *O Mundo que o português criou: aspectos das relações sociais e de cultura do Brasil com Portugal e as colônias portuguesas*, Rio de Janeiro, José Olympio, 1940 (« Documentos Brasileiros », 28)

<sup>25</sup> Traduction personnelle : « Je n'ai aucun sentiment politique ou social. J'ai, cependant, en un sens, un sentiment patriotique élevé. *Ma patrie est la langue portugaise*. Il ne me pèserait en rien que l'on envahisse ou prenne le Portugal, du moment qu'on ne m'incomode pas personnellement. Mais je hais, de haine vraie, de la seule haine que je sente, non pas celui qui écrit mal le portugais, non pas celui qui méconnaît la syntaxe, non celui qui écrit en orthographe simplifiée, mais la page mal écrite, devenue une personne, la syntaxe erronée, cette personne sur qui frapper, l'orthographe sans "y", comme le crachat qui me dégoûte indépendamment de celui qui l'a craché. » Fernando PESSOA [Bernardo SOARES], *Livro do desassossego*, Lisbonne, Companhia das Letras, 1999, 536 p.

identité nationale, est détournée de son sens dans d'innombrables discours, articles, ou, comme ci-dessous, blogs :

« A minha Pátria é a Língua Portuguesa. A língua portuguesa é uma das mais faladas do planeta. É falada por mais de *duzentos milhões* de pessoas em todo o mundo. Oito países têm o Português como *língua nacional* : Portugal, Brasil, Angola, Moçambique, Guiné, Timor, Cabo Verde, e S. Tomé e Príncipe. O *português* é falado também em diversas regiões por todo o mundo, tais como Galiza (Espanha), Casamansa (Senegal), Goa (Índia), Macau (China), etc. Os países de língua portuguesa criaram uma comunidade, a CPLP, que representa *toda uma identidade comum*. [...] *A língua portuguesa é uma pátria* e uma identidade comuns, para muita gente espalhada pelo mundo. »  
[souligné par moi]<sup>26</sup>

Le lyrisme de nos blogueurs n'a oublié que les Kristangs de Malacca (Malaisie)<sup>27</sup>, les Burghers de Sri Lanka<sup>28</sup>, les « True Portugueses » du Bengale<sup>29</sup>, les prières récitées en portugais du XVI<sup>e</sup> siècle aux Célèbes et aux Îles aux Fleurs (Indonésie), traces effectives d'une ancienne histoire coloniale, mais qui n'en constituent pas du tout pour autant des communautés portugaises, ni mêmes lusophones, etc.

La belle expression est ainsi faite empire. « Ma patrie est la langue portugaise » pour un écrivain en particulier, est inversée et devient « La langue portugaise est une patrie commune » pour les peuples les plus divers. On ne niera évidemment pas ici que l'usage commun d'une langue est une caractéristique en partage, mais le discours lusotropicaliste contemporain popularise l'idée que les pays ayant usage de la langue portugaise ont une « patrie commune » et... quelque peu portugaise. Il est d'ailleurs significatif que ce qui est commun soit désigné de « langue nationale » (et non « officielle »), que le créole (Casamance) soit confondu avec le portugais<sup>30</sup>, et que les mythes les plus éculés sur la pratique de la langue portugaise à Goa<sup>31</sup> et à Macao

---

<sup>26</sup> Au hasard d'innombrables sites et blogs, voici le blog « Lusitânia. Portugal », dont on pourra toujours dire qu'il est quelque peu caricatural. Mais s'il l'est par d'autres aspects (glorification de l'histoire portugaise, etc.), ses paragraphes « linguistiques » ne déparent pas du paysage idéologique luso-linguistique (<<http://groups.msn.com/smkq6tklbrpsggg511l6n9287/aminhaptriaalnguapotuguesa.msnw>>) : « Ma patrie est la langue portugaise ? La langue portugaise est une des langues les plus parlées de la planète. Elle est parlée par plus de *deux cents millions* de personnes dans le monde. Huit pays ont le portugais comme *langue nationale* : Portugal, Brésil, Angola, Mozambique, Guinée-Bissau, Timor, Cap-Vert, et S. Tomé e Príncipe. Le *portugais* est parlé également dans diverses régions de par le monde, comme en Galice (Espagne), en Casamance (Sénégal), à Goa (Inde), Macao (Chine), etc. Les pays de langue portugaise ont créé une communauté, la CPLP, qui représente *toute une identité commune*. [...] *La langue portugaise est une patrie et une identité communes*, pour bien des gens de par le monde. » [souligné par moi]

<sup>27</sup> Gerard FERNANDIS, « Papia, Relijang e Tradisang. The Portuguese Eurasian in Malaysia : Bumiquest, a Search for Self Identitu », *Lusotopie* (Karthala), 2000 [mars 2001] : 261-268

<sup>28</sup> Shihan de Silva JAYASURIYA, « The Portuguese Cultural Imprint on Sri Lanka », *Lusotopie* (Karthala), 2000 [mars 2001] : 253-260 ; et « The Portuguese Identity of the Afro-Sri Lankans », *Lusotopie* (Leyde, Brill), XII (1-2), 2005 : 21-32.

<sup>29</sup> Mariana Cândida CAIXEIRO, « True Christian or True Portuguese ? : Origin Assertion in a Christian Village in Bengal, India » *Lusotopie* (Karthala), 2000 [mars 2001] : 233-252.

<sup>30</sup> On comptait, en 2004, environ 1 700 personnes ayant le créole guinéen comme langue maternelle en Casamance, soit 0,28% de la population casamançaise et 0,016% de la population sénégalaise. 20 000 Sénégalais ont le français comme langue maternelle, soit 0,188 % de la population. Le français demeure une langue étrangère parlée par 15 % à 20 % des Sénégalais et par à peine 1 % à 2 % des Sénégalaises. Il reste la langue maternelle d'une minuscule élite, probablement en raison du fait que 55% des jeunes Sénégalais vivent dans les régions rurales et que très peu d'entre eux fréquentent une école (source : <<http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/afrique/senegal.htm>>).

<sup>31</sup> Rappelons que le dernier recensement portugais à Goa (1960), avant l'intervention militaire indienne, donnait environ 1 % de Goanais ayant le portugais comme langue maternelle ou principalement parlée à la maison. Aujourd'hui personne ne parle portugais à Goa, même si l'héritage colonial s'exprime par bien d'autres



soient repris, sans l'ombre d'un doute sur la lusophonie du Mozambique ou de l'Angola...

### *Les niveaux sociaux de la langue*

Le concept de « lusophonie » (tout comme, bien entendu, celui de « francophonie ») écrase sous un vocable unique des réalités sociales extrêmement différentes, des statuts sociaux non comparables.

La langue peut être maternelle ou affective, c'est-à-dire identitaire et fondatrice. Ainsi, la majorité des Français de France, des Québécois (appelés il y a peu encore « Canadiens français »), des Wallons de Belgique (dont la communauté s'appelle « française » et non point « francophone ») ont la pratique de la langue française comme marqueur identitaire fort. Il ne fait guère de sens de dire qu'ils sont « francophones », ce qui signifierait qu'ils *entendent* (au sens, plutôt portugais, de ce mot : *entender*) le français. Certes, ils l'entendent, mais c'est leur *langue identitaire*.

Tel n'est pas le cas pour des peuples conquis qui ont conservé leurs langues nationales. La langue peut alors être *seconde* ou *étrangère*. La langue est seconde dans des situations où elle n'est pas maternelle mais pas non plus ressentie comme étrangère. C'est le cas des pays massivement créolophones, comme le Cap-Vert ou São Tomé e Príncipe : personne ne parle portugais au Cap-Vert (pas même les ministres, sauf quand ils siègent en conseil !), mais grâce au kriol tout le monde peut comprendre le portugais. Tel n'est pas le cas dans un pays comme le Mozambique : lors du dernier recensement (1997), 6,51% des Mozambicains avaient le portugais comme langue maternelle (7,0% en ville, 2% à la campagne), 8,8% le portugais comme « langue la plus parlée à la maison » (26,1% en ville, 1,4% à la campagne) et enfin 39,6% considéraient le portugais comme une « langue comprise » (sans plus de précision sur le niveau de compréhension) (72,4% en ville et 25,4% à la campagne)<sup>32</sup>. Bien évidemment, la pratique des langues bantoues, à l'inverse du kriol, n'aide en rien à la compréhension du portugais, langue étrangère pour l'écrasante majorité (91,2 %) de la population.

La langue est alors un instrument, qui a sans doute des effets identitaires, surtout à long terme, mais qui ne fonde pas l'identité des groupes sociaux présents sur un territoire donné. Nombre de Sénégalais sont alors, eux, de vrais francophones, puisqu'ils *entendent* et peuvent *utiliser* le français ; nombre d'Angolais, notamment à Luanda, sont de vrais lusophones, pour les mêmes raisons. Mais les uns et les autres n'en restent pas moins des Ouolofs, Toucouleurs, Peuls ou des Mbundu, Bacongo ou Ovimbundu.

Or, les pays concernés ne devraient pas bâtir une politique socio-éducative et socio-linguistique identique pour des populations ayant à la langue coloniale des rapports aussi différenciés. En particulier, l'alphabétisation directement en langue coloniale produit des catastrophes psycho-pédagogiques et est, entre autres facteurs, responsable des forts taux d'échecs scolaires. L'enfant a besoin d'apprendre les mécanismes de l'écriture et de la lecture dans sa langue affective, et point en une langue étrangère. La diversité des langues africaines, fréquemment avancée comme

---

caractéristiques (noms de famille portugais, architecture, droit romain, pourcentage de catholiques, consommation d'alcool, etc.).

<sup>32</sup> Instituto nacional de Estatística, Maputo, 1997.

argument en faveur d'« une seule langue » est un argument technocratique correspondant aux intérêts d'une élite. Pourtant, point n'est besoin que ces langues soient parfaitement normalisées et « grammaticalisées » pour commencer l'alphabétisation – d'autant que, dans la plupart des cas, des ouvrages missionnaires, certes imparfaits et anciens (dictionnaires, lexiques, grammaires) peuvent être utilisés.

Mais l'argument vaut aussi pour les politiques de coopération des anciennes puissances coloniales : les sommes considérables dégagées pour la diffusion de la langue portugaise (ou française) sont-elles dépensées dans l'intérêt des populations au nom desquelles se mène la « coopération » ? Cette politique est d'autant plus contreproductive qu'il a été maintes fois prouvé que l'apprentissage de l'alphabétisation d'abord en langue affective permettait une meilleure acquisition de la langue coloniale. La question est en réalité sociale (privilège d'une élite) et idéologique (l'idée même de la nation). Nombre de pays (dont le Mozambique et, récemment, le Cap-Vert), ont voté des lois permettant de commencer la scolarisation en langue africaine. Outre que cette langue n'est pas toujours non plus celle des enfants (comme dans le cas du kiswahili en Tanzanie, au Kenya, en Ouganda), bien souvent ces lois sont mal ou très peu appliquées, ou souffrent du fait que, par absence de volonté politique, les moyens financiers ne sont pas dégagés et l'effort de longue durée de formation des maîtres n'est pas opéré. Les parents ressentent alors l'apprentissage de la langue maternelle comme préjudiciable aux intérêts de leurs enfants – comme ce fut le cas, notamment en France, avec les « patois » de nos grands-parents – et s'identifient eux-mêmes à la langue coloniale. L'aspiration – bien sûr légitime – au progrès social est assimilée à une certaine modernité post-coloniale. En trois générations, une langue peut ainsi disparaître, mais les situations sont très diversifiées<sup>33</sup>.

Plus généralement, les politiques de coopération linguistique qui ne prennent pas en compte la diversité des statuts sociaux de la langue relèvent du vieil impérialisme culturel, parfois mené avec la plus parfaite bonne conscience. Ainsi, peu après le drame est-timorien, vers Noël 1999, le Commissariat pour l'Appui à la transition à Timor oriental, qui est un organisme interministériel portugais<sup>34</sup> menait – adorable frimousse d'une enfant timorienne en prospectus à l'appui – une grande campagne de recueil de fonds sous le slogan « *Neste Natal, contribua para que os meninos de Timor aprendam a falar português* » (« En ce Noël, versez votre contribution pour que les enfants de Timor apprennent à parler portugais »). Et pourquoi donc « ... apprennent à parler *portugais* » ?

---

<sup>33</sup> Certaines langues africaines, comme le wolof, le lingala, le kiswahili, sont en expansion malgré la prégnance des langues coloniales.

<sup>34</sup> *Comissariado para o Apoio à Transição em Timor-Leste*, <<http://www.comissario-timor.gov.pt/entrada/home.asp>>



• Neste Natal  
contribua para que os  
meninos de Timor  
aprendam a falar  
português.

En Afrique, la question de la langue est extrêmement liée à l'imaginaire de la nation en construction. Dans une situation où les processus historiques d'identification sont affaiblis par la nature non socialement promouvante des États, situés à la périphérie du capitalisme<sup>35</sup>, la langue est au cœur d'un paradigme de modernisation autoritaire. Ce dernier ne mise nullement sur un lent processus au

---

<sup>35</sup> Dans l'histoire française, par exemple, le fait que des Alsaciens et Nord-Lorrains de culture germanique se soient identifiés à la France tient énormément à l'héritage de la Révolution : il était plus favorable pour eux d'être citoyens de la République française que sujets du roi de Prusse. Un État porteur de progrès économique, social et culturel aura un « pouvoir agglutinant » évidemment plus fort qu'un État prédateur.

long duquel les ethnicités, loin de disparaître, produiraient néanmoins une pan-identité des identités antérieures, une nation de nations, un peu comme l'identité britannique est la pan-nation des nations anglaise, écossaise et galloise. Le portugais sera-t-il la « langue de l'unité nationale » au Mozambique, en Guinée, etc., ce qui est un concept non pacifique – on pourrait, exactement de la même manière, dire que l'anglais sera la langue de l'unification européenne... – ou une langue parmi d'autres apprises par des élèves déjà alphabétisés en langue maternelle ? Le modèle appliqué dans les PALOP a suivi les premières logiques au détriment des secondes : l'« Homme nouveau » devait parler portugais, construire des immeubles en béton, ne pas avoir d'ethnie, il promouvait des fermes d'État à haute teneur en capital fixe. On a accusé le « socialisme », bien sûr, mais bien en amont de lui, il y avait l'idée-même de la nation moderne de type européen et, dans le cas des PALOP, jacobin : aujourd'hui les fermes d'État sont privatisées et les téléphones sont mobiles, mais le modèle technocratique de développement n'a guère changé, non fondé sur une dynamisation de l'économie paysanne, de l'artisanat et de la petite industrie, apte à dégager des ressources *accumulables sur place*. L'idée paternaliste et autoritaire de « modernisation du peuple » pour le forger en nation, c'est-à-dire par la négation des sociétés africaines historiquement présentes dans le cadre frontalier découpé par la colonisation, a parfaitement survécu à ladite « chute du marxisme ». Cela montre bien qu'elle n'en était pas une conséquence mais, qu'à l'inverse, le marxisme a été un instrument contextuel d'occidentalisation subalterne de la part des élites de ces pays, l'instrument de leur « nationisme » (désir de nation).

### *L'héritage portugais, un héritage linguistique ?*

On manque – à ma connaissance – d'études de long terme sur les raisons pour lesquelles, après « cinq siècles de colonisation », la langue portugaise est très peu prégnante dans certains territoires et à l'inverse pourquoi, après des périodes bien plus courtes, elle a survécu, s'est créolisée ou même s'étend. Pourquoi personne ne parle-t-il portugais à Goa, pourquoi l'utilisation de la langue portugaise était-elle si faible, même du temps des Portugais ? Il est fort possible que Goa ait été plus « lusophone » aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles qu'au XX<sup>e</sup>. Il est possible que le lent déclin économique de l'*Estado da Índia*<sup>36</sup> ait poussé une large partie de son élite à émigrer à Bombay ou ailleurs en Inde britannique, d'autant plus que la Couronne britannique cherchait à recruter ces Indiens maîtrisant l'alphabet latin. Cela explique que l'on ait retrouvé des Goanais (en général non lusophones<sup>37</sup>) dans toute l'administration coloniale britannique en Afrique orientale, et que, de réémigration en réémigration, il y ait des communautés goanaises, nombreuses et persistantes, à Londres, au Canada, alors qu'elles disparaissent par intégration au Portugal. Il n'empêche : la langue portugaise n'a pas été *socialement utile* à ces Goanais pour leur activité professionnelle et pour leur cohésion identitaire.

---

<sup>36</sup> État de l'Inde, nom officiel du territoire de Goa, donc la capitale est Panjim.

<sup>37</sup> Déjà non lusophones à Goa, ces émigrés n'avaient pas de raison de l'être en Afrique britannique. Il y avait, néanmoins, une certaine connaissance du portugais parmi ceux des Goanais qui maintenaient leur nationalité portugaise. Le Portugal les utilisa pour peupler, durant des décennies et jusqu'au début des années 1960, ses consulats et vice-consulats en Afrique orientale britannique (Zanzibar, Mombasa, Dar es Salaam, Pemba...) de vice-consuls et consuls honoraires. Les noyaux diplomatiques professionnels étaient seulement à Nairobi et Salisbury.

On peut sans doute en dire autant de Macao, ville au sein de laquelle la langue portugaise n'a jamais été qu'un mince vernis. Mais que dire, alors, de Malacca, ville portugaise seulement de 1511 à 1641, conquise par une troupe d'un millier de soldats portugais (ou mercenaires au service des Portugais) et de quelques centaines de Chinois au service de Afonso de Albuquerque ? Comment se fait-il qu'un *Portuguese Settlement* (« quartier portugais ») se soit maintenu et qu'un *papia kristang* (créole portugais) ait survécu jusque dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle ? Il y a tout lieu de penser que l'identification professionnelle (communauté de pêcheurs), religieuse (catholique) et linguistique (créole d'origine portugaise) ait été au cœur de la cohésion sociale de ce très petit groupe humain<sup>38</sup>.

Quant à Timor, il ne fait aucun doute que l'invasion indonésienne a rendu le plus grand service à la langue portugaise. Non seulement le gouvernement de Timor a déclaré le portugais langue officielle (en 2002, avec le tetum, l'une des langues locales) comme outil d'indépendance face à l'Indonésie et à l'Australie, mais le complexe « catholicisme/langue portugaise » a été un indéniable vecteur de résistance culturelle et sociale contre l'oppression indonésienne et la diffusion du bahasa (javanais)<sup>39</sup>. Mais s'agit-il ici d'un héritage ? On parle peu, mais beaucoup plus, portugais à Timor aujourd'hui qu'en 1975 ! Il y a eu un processus d'expansion de la langue de Camões en raison de son utilité sociale et politique : langue de l'Église catholique, principal instrument de résistance civile.

Ce qui revient toujours, dans les cas d'expansion comme de déclin ou de disparition, c'est le critère non linguistique, mais le critère de l'utilité *sociale* de la langue. Visiblement, le portugais n'était pas utile aux Goanais pour maintenir leur identité sociale, qui disposaient du konkani, langue indo-iranienne, puis, au gré de leurs migrations, de l'anglais. Le portugais n'a donc pas été le ciment de leur activité économique et professionnelle, et la situation léthargique de la Goa salazariste<sup>40</sup> n'a pas rétabli la situation. Cependant, si, à Goa, personne ne parle portugais, pas même l'archevêque catholique, on « bute » à tous les coins de rue sur d'autres héritages portugais : les noms des personnes, l'architecture, le droit romain, le pourcentage catholique plus élevé qu'ailleurs en Inde, la consommation d'alcool, et un certain esprit « anti-anglais » – au sens d'un certain énervement face aux Indiens de New Delhi qui considèrent volontiers que les Goanais sont restés trop portugais, sans se poser la question de savoir si, eux, sont restés quelque peu « anglais », le portugais étant vivement ressenti comme une langue coloniale, mais pas l'anglais...

Dans le cas des villages bengalis, la revendication de la « portugalité » ou de la « christianité » (souvent liées) sert de toute évidence au maintien de la cohésion de communautés villageoises de lointaine ascendance *politique* portugaise – probablement des villages fondés par des descendants de mercenaires asiatiques au

---

<sup>38</sup> En 1999, j'ai pu demander à Gerard Fernandis, intellectuel kristang, s'il pensait que sa communauté, tellement petite, pourrait survivre. Il était rassuré sur cette question car, me dit-il, « Government understood it's good for tourism... ».

<sup>39</sup> Geoffrey HULL, « The languages of Timor, 1772-1997 : a literature review », *Studies in languages and cultures of East Timor*, 1, Dili, Instituto Nacional de Linguística - University of Western Sidney MacArthur, 1998 : 1-38 ; Ryoko HATTORI, Mathias GOMES, Frances AJO & Nelson BELO, *The Ethnolinguistic Situation in East Timor*, Honolulu, University of Hawai'i, 2005, 21 p., (« International Graduate Student Conference Series », 20).

<sup>40</sup> Sandrine BEGUE, *La fin de Goa et de l'Estado da Índia : décolonisation et guerre froide dans le sous-continent indien (1945-1962)*, thèse de doctorat d'histoire, université de Nantes, novembre 2006, 1011 p.

service des Portugais aux XVI et XVII<sup>e</sup> siècles<sup>41</sup>. Ces Bengalis, cependant, ne se distinguaient en rien des autres Indiens par le langage ou les rites religieux (les chrétiens sont nombreux au Bengale). Il n'en allait probablement pas de même pour les Burghers srilankais, pour lesquels la langue créole était en rapport avec leur christianité dans un univers cingalais ou tamoul. Néanmoins, dans ce dernier cas, leur faiblesse démographique était telle que leur processus d'assimilation-disparition est pratiquement achevé aujourd'hui (il resterait quelques dizaines de personnes ayant le créole luso-srilankais comme langue principale). Quand Ivo Carneiro de Sousa rendit, en 1999, visite aux communautés de l'Île aux Fleurs (Indonésie) qui récitaient encore leur prière en un vieux portugais du XVI<sup>e</sup> siècle auquel elles ne comprenaient plus rien, elles étaient fort inquiètes car elles pensaient qu'il était un « inspecteur » venu vérifier si elles étaient restées « vraiment portugaises », ce qui n'était à l'évidence plus le cas. D'ailleurs, à la question « où est le Portugal ? », elles étaient incapables de répondre. Un vieil homme d'une communauté comparable des environs de Djakarta, répondit joliment : « Le Portugal est dans le ciel »<sup>42</sup>.

On peut enfin évoquer les cas de ces « lusophonies oubliées » que sont les Agudas du Bénin, du Togo et du delta du Niger. Les communautés « afro-brésiliennes » de cette zone, descendantes de trafiquants d'esclaves partis au Brésil (notamment Bahia), ou d'esclaves, et revenus en Afrique au XIX<sup>e</sup> siècle, ne parlent plus portugais depuis des décennies, sont même parfois convertis à l'islam (quoique minoritairement) et ont mis leur point d'honneur à soutenir le gouvernement contre Salazar lors de l'affaire du fort de São João Baptista de Ajuda<sup>43</sup>. Néanmoins, l'« afro-brésilianité » des Agudas, avec leurs défilés religieux propres, leur noms portugais, une certaine endogamie, un beau passé architectural, aujourd'hui certains voyages transatlantiques pour retrouver les cousins brésiliens, sert de toute évidence, sans la langue, à la cohésion imaginaire de ce milieu social.

Plus directement sur le plan politique, il faut aussi signaler l'héritage de l'imaginaire national portugais. Le portugais peut être la langue maternelle d'une toute petite minorité de Mozambicains aujourd'hui, il n'empêche que l'idée de la nation telle qu'elle a été portée par le Frelimo « marxiste-léniniste » et sous certains aspects encore aujourd'hui par le Frelimo néolibéral, avec l'État principal acteur de l'économie, l'homogénéité identitaire du peuple, une langue officielle unique, le corporatisme syndical, la fonction publique hypertrophiée, etc., tout cela est très « portugais » si ce n'est salazariste... Il y a là un héritage national non négligeable.

---

<sup>41</sup> M. C. CAIXEIRO, « True Christian or True Portuguese ?... », op. cit.

<sup>42</sup> Conversation avec l'auteur.

<sup>43</sup> Le Bénin (ex-Dahomey) était devenu colonie française à partir de 1892, le fort restant une minuscule propriété portugaise, totalement enclavée en territoire « français » et doté d'un unique habitant, l'administrateur. Quand le Dahomey obtint son indépendance le 1<sup>er</sup> août 1960, le nouveau gouvernement exigea la rétrocession du fort, ce que Salazar refusa, ordonnant à l'administrateur de mettre le feu au fort avant l'intervention des troupes béninoises (ce que ce dernier ne fit pas vraiment, semble-t-il). Un compromis aurait certainement été possible, faisant du fort une poche d'extra-territorialité relevant de l'Ambassade portugaise. Mais Salazar, naturellement, n'en voulait rien entendre, pendant que, pour le gouvernement béninois, il s'agissait aussi de tester la loyauté des Agudas. Le Portugal a reconnu l'annexion en 1985, ce qui a permis des travaux de restauration de la Fondation Calouste Gulbenkian. Sur les Agudas, cf. Olabiyi Babalola YAI, « Les "Aguda" (Afro-Brésiliens) du Golfe du Bénin. Identité, appports, idéologie : essai de réinterprétation », *Lusotopie* (Paris, Karthala), 1997 : 275-284 ; Milton GURAN, *Agudás – os "brasileiros" do Benim*, Rio de Janeiro, Nova Fronteira – Gama Filho, 2000, 290 p., ISBN : 85-209-1067-X.

Héritages religieux, juridique, imaginaire, national..., il ne s'agit nullement, dans l'effort de déconstruction ici entrepris, de nier, ni même de relativiser, les héritages : mais, en l'occurrence, il s'agit bien plus de *lusotopie* que de *lusophonie*. Le concept de *lusotopie* a été proposée en 1992 par le géographe rochelais Louis Marrou afin de désigner l'ensemble des espaces et communautés, qui, quelle que soit leur langue passée et présente, ont été plus ou moins forgés ou façonnés par l'histoire de l'expansion portugaise. On peut naturellement en dire autant des domaines anciennement français ou anglais. Mais entre en jeu ici une spécificité portugaise, à savoir un domaine colonial d'ancienneté plus marquée et spatialement plus vite important<sup>44</sup> que pour d'autres puissances européennes, un long épanouissement et un lent déclin d'un premier âge colonial qui produisit davantage de milieux sociaux liés à cette période particulière de la colonisation<sup>45</sup>. La *lusotopie* est donc, de fait, plus pérnante que les franco- et anglotopies.

Mais elle ne dessine pas pour autant un espace identitaire, ni même linguistique.

## Ce que la lusophonie ne peut pas être et peut être

La vision purement linguistique de la question mène à définir une communauté en fonction d'un seul marqueur identitaire, alors qu'il y en a bien d'autres, et de surcroît sans se soucier des statuts sociaux de la langue (maternelle-affective, seconde, étrangère). Elle revient, peu ou prou, à considérer que la lusophonie contemporaine n'est rien d'autre que l'aboutissement d'un processus historique de dilatation de la lusitanité. En d'autres termes, elle n'est que la poursuite de l'imaginaire impérial, certes sans *colonialisme* en tant que politique, mais comme *colonisation* en tant que phénomène socio-culturel d'acculturation.

Cette inclination, que l'on a notée dans l'expression « Pays africains d'expression portugaise », est partie intégrante d'une tendance nationaliste portugaise qui exalte la « lusophonie » afin de dépasser la petitesse du « rectangle métropolitain », d'autant plus que l'intégration à l'Union européenne depuis 1986 souligne cette « petitesse ». Le Portugal, en effet, en raison de son histoire profondément enracinée dans l'imaginaire national, et à la différence de la Belgique, du Danemark, de la Suisse ou de la Norvège (4 640 219 habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2006), est incapable de « vivre tranquillement petit ». L'« expansion » n'est plus militaire bien sûr, mais la portugnalité a toujours le besoin d'un espace de projection, prédéfini et rassurant : la « lusophonie ». C'est un avatar de la vieille tendance lusotropicaliste selon laquelle le peuple portugais a des facilités innées et héréditaires d'harmonieuse

---

<sup>44</sup> ... même si non comparable à la « conquête effective des territoires » de la phase impérialiste de la fin XIX<sup>e</sup>.

<sup>45</sup> Précisons : cette production assez importante de milieux sociaux liés au premier âge de la colonisation ne signifie pas qu'il y eut un métissage plus important dans la colonisation portugaise *prise dans son ensemble*, que dans les autres. Certains de ces « milieux » pouvaient être totalement asiatiques ou bantous. Par ailleurs, s'il y eut une période coloniale au cours de laquelle le métissage fut faible, ce fut bien celle de la colonisation contemporaine, avant tout soucieuse du « blanchiment » des colonies. Le « métissage sans égal » du mythe lusotropicaliste fut avant tout celui de l'esclavage. L'influence portugaise quant à la production de créoles ne saurait, inversement, être limitée aux territoires « portugais ». D'abord, il y a des territoires qui furent portugais et en ont gardé le créole (comme la Fa D'ambu, de l'île d'Annobon, rattachée à la Guinée équatoriale « hispanophone »). Mais des territoires qui ne l'ont jamais été sont aussi concernés. Ainsi, par exemple, le *papiamento de Kòrsou*, langue principale de Curaçao, est-il à base de langues africaines, de néerlandais, d'espagnol et de portugais même si l'île n'a pas été colonie portugaise.

acclimatation au sein d'autres peuples, le plus souvent sous les Tropiques. La question que cet imaginaire ne se pose jamais – les imaginaires se posent rarement des questions, il est vrai – est celle de savoir comment les « autres lusophones » ressentent la manière portugaise. Il n'est pourtant que d'étudier les réactions à la création de la CPLP dans les pays africains<sup>46</sup> pour voir que tout ceci n'est compris que comme des vieilles lunes portugaises et n'aide pas à la stabilisation d'un rapport sain avec un pays qui, on le veuille ou non, a eu une importance dans l'histoire des nouveaux États africains.

La lusophonie a été, de manière fort intéressante, définie par Eduardo Lourenço comme une *aire spécifique d'intersection avec d'autres identités* : elle est en effet définie par une spécificité partagée, la langue, mais cette spécificité est circonscrite, et relative (en fonction des statuts sociaux de la langue). À l'aire de la marchandisation mondialisée, la langue devenant elle-même une marchandise par le biais des médias privatisés, n'est pas un facteur mineur<sup>47</sup>. Mais elle n'en est toujours qu'un. De fait, la définition laurentine correspondrait encore mieux à la lusotopie : car, si personne, absolument personne, ne parle ni ne comprend le portugais sur le planalto maconde (Mozambique), dans les New Conquests (Goa), à Macao ou dans certaines îles des Bijagós (Guinée-Bissau), même l'« aire spécifique d'intersection » n'est plus définie relativement à la langue.

Cependant, si les faciles additions des habitants des pays de langue *officielle* portugaise (et non des locuteurs effectifs) produisent de grossières erreurs quant au nombre de lusophones, il n'en reste pas moins que la majorité de ces mêmes habitants ont, au moins, quelques notions de portugais. De plus, les autres marqueurs identitaires que l'on a évoqués précédemment, produisent, avec ou sans la langue, un certain sentiment identitaire. Sinon, pourquoi les Mozambicains soutiendraient-ils l'équipe portugaise ou brésilienne de football quand elle joue contre la France lors d'un Mondial ? Mais il s'agit alors de ce que l'on pourrait appeler une « identité légère », modulée de surcroît selon les milieux sociaux. D'une certaine manière, on peut la comparer, toutes choses égales par ailleurs, avec ce que fut l'« identité soviétique ». L'URSS n'avait jamais été définie par ses dirigeants comme une nation (pas même une nation de nations), mais comme la « patrie du socialisme », au sein de laquelle il y avait des dizaines de nations. Les ressortissants de l'URSS se sentaient avant tout russes, arméniens, ukrainiens ou tchoukhtches, etc., mais ils avaient aussi cette « identité légère » soviétique. La lusophonie, la francophonie et même l'anglophonie (bien que dans ce dernier cas, le fait qu'elle puisse s'appuyer sur une hégémonie économique complexifie encore la question) pourraient ainsi relever de ce type d'identité légère.

Quant aux dirigeants politiques des PALOP, qui ne partagèrent pas les grandiloquents discours luso-brésiliens sur les « origines communes » et les « siècles de convivialité », il ne fait aucun doute que, pour eux, la CPLP a été un outil politique parmi d'autres. L'Angola a refusé d'y adhérer tant que Mário Soares était

---

<sup>46</sup> ... voire la résistance d'une partie de la jeunesse timorienne face à la portugualisation de l'enseignement, jeunesse qui, toute anti-indonésienne qu'elle soit, a connu la période de la javanisation linguistique.

<sup>47</sup> Elle produit également des vecteurs religieux. Par exemple, si les églises néopentecôtistes sont d'origine nord-américaines, celles qui se sont implantées massivement au Brésil (*Igreja unida do reino de Deus*, etc.) « sautent » plus facilement sur l'Angola, le Mozambique, le Portugal et les diasporas lusophones à Paris que dans des zones non lusophones.



président<sup>48</sup>, la Guinée-Bissau, le Cap-Vert et São Tomé y ont adhéré *après* avoir rejoint la francophonie et le Mozambique *après* avoir adhéré au Commonwealth<sup>49</sup>.

La lusophonie n'est donc décidément *pas* une aire culturelle, mais un espace postcolonial spécifique, un « espace relatif ». Cela ne l'empêche nullement de fonctionner, favorisant l'expansion du néopentecôtisme, ici, ou l'embauche prioritaire de Brésiliens dans le commerce, là (à Porto par exemple), parce que, bien sûr, selon le mythe lusotropicaliste, « les Brésiliens sourient »<sup>50</sup>. Bien entendu, il y a des cultures en lusophonies, mais pas sur un plan global de communauté culturelle lusophone, à moins de la réduire à la seule aire luso-brésilienne.

Tout ce qui vient d'être dit est bien entendu applicable aussi aux hispanophonie, francophonie et anglophonie. Cependant, dans le cas portugais, l'imaginaire a été comme aiguïté par le sentiment de faiblesse de l'ancienne métropole. Celle-ci est incapable de se constituer un « pré-carré » néocolonial de type français (il n'y a pas de LusAfrique comme il y a une FrançAfrique). L'Angola et le Mozambique ne ressentent pas le Portugal comme une métropole<sup>51</sup>. Cette inexistence de pré-carré néocolonial est tout à fait heureuse et pourrait fonder un nouveau type de relations Nord-Sud..., mais dans l'immédiat, elle nourrit surtout les inquiétudes gouvernementales portugaises face à l'empiètement de l'*África nossa* par d'autres puissances mieux financées... Pourtant, c'est bien l'absence de cette LusAfrique qui permet de dire que la langue portugaise a été décolonisée : *il y a bien des langues en portugais*, utilisées de Timor au Brésil en passant par Maputo et le Minho, *mais il n'y a pas une patrie linguistique commune* en dehors d'infimes milieux sociaux globalement « afro-luso-brésiliens ».

\* \* \*

L'« identité légère » de la lusophonie, cette supra-identité renforcée par la marchandisation de la langue, est mise en avant par les personnes concernées quand tel est leur intérêt : c'est le cas des Brésiliens ou Capverdiens qui émigrent au Portugal (souvent en le considérant comme « étape » vers la « vraie Europe »). Inversement, on ne peut que constater, sur la longue durée, l'absence complète de liens, ou de simples convergences, entre les *Brazilian Americans*, les *Portuguese Americans*, les *Cape Verdean Americans* (ces anciens « *Brown Portugueses* ») des États-Unis. En France, en Belgique, en Hollande également, pays où les communautés portugaise, capverdienne et brésilienne sont nombreuses, rares sont les occasions de rencontre, faible ou nul est le sentiment pan-communautaire. Peut-être au Portugal note-t-on une certaine complicité, surtout musicale, entre Capverdiens et Brésiliens.

Cette « identité légère » est typique des situations de fluidité que certains qualifient de postmodernes. Elle existe bel et bien, mais de manière relative et

---

<sup>48</sup> en raison de l'appui supposé de Mário Soares à l'Unita.

<sup>49</sup> M. CAHEN, « Que faire du Portugal... », *op. cit.*

<sup>50</sup> Igor José de Renó MACHADO, « Imigrantes brasileiros no Porto. Aproximação à perenidade de ordens raciais e coloniais portuguesas », *Lusotopie* (Paris, Karthala), 2004 : 121-140.

<sup>51</sup> C'est peut-être moins vrai pour le Cap-Vert et la Guinée-Bissau, et cela n'empêche pas la nomenklatura angolano-pétrolière de venir faire ses courses dans les boutiques de luxe de Lisbonne.

contextuelle, profondément enracinée dans la persistance de l'histoire<sup>52</sup>. C'est pourquoi elle ne saurait être « réifiée » en une communauté humaine unifiée.

*13 février 2007*

**Michel Cahen**

Centre d'étude d'Afrique noire de l'Institut d'études politiques de Bordeaux

---

<sup>52</sup> Clara CARVALHO & João de Pina CABRAL, *A persistência da História*, Lisbonne, Imprensa das Ciências Sociais, 2004, 393 p.